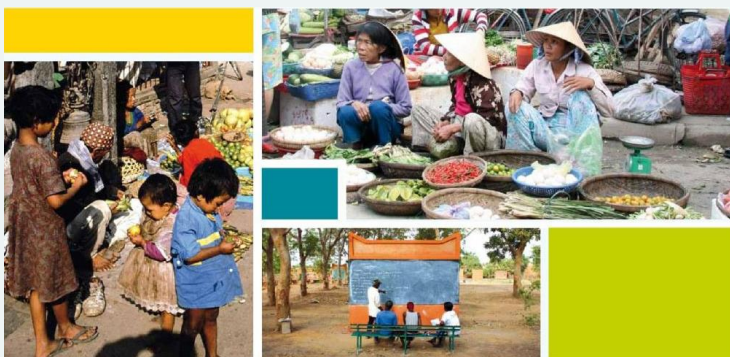


Conférence de dissémination des résultats de la recherche

Dynamiques de pauvreté et efficacité des politiques de lutte contre la pauvreté

14 septembre 2017, Dakar-Sénégal

L'Accord de Partenariat entre l'Union Européenne et l'Afrique de l'Ouest est-il réellement bénéfique pour les pays ouest africains ?



Fatou Cissé, CRES
Ismael Fofana, CRES et IFPRI



nopoor
Enhancing Knowledge for
Renewed Policies against Poverty



The Nopoor project is funded by the European Union under the 7th Research Framework Programme (Theme SSH.2011.1.) Grant Agreement No.: 290752

Introduction

- L'Accord de libre-échange (ALE) est supposé améliorer bien-être des populations par le canal de la croissance à travers plusieurs canaux.
- Mais, cet impact positif tient à l'hypothèse que ses membres sont des partenaires commerciaux majeurs et que l'accord est réciproque.
- Pour cela deux conditions doivent être respectées:
 - la création de commerce doit dominer le détournement de commerce;
 - deuxièmement, les prix à l'importation ne doivent pas augmenter/doivent diminuer
- Ainsi, la Commission européenne a évoqué un certain nombre d'aspects positifs pour la CEDEAO avec l'APE: libre accès des biens au marché de l'Union européenne (EU): soutien au processus d'intégration régionale; programme d'aide aux États; la cohérence des politiques nationales etc.
- Mais se pose un certain nombre de questions. Pourquoi une région pauvre comme la CEDEAO peut-elle signer des accords de libre-échange avec une région qui possède les économies industrielles les plus avancées au monde? Quelles implications ce nouveau régime commercial a-t-il vraiment sur les économies de l'Afrique de l'Ouest en termes d'échanges extérieurs, de recettes fiscales, de croissance, et de

Introduction

- Mais se pose un certain nombre de questions.
 - Pourquoi une région pauvre comme la CEDEAO peut-elle signer des accords de libre-échange avec une région qui possède les économies industrielles les plus avancées au monde?
 - Quelles implications ce nouveau régime commercial a-t-il vraiment sur les économies de l'Afrique de l'Ouest en termes d'échanges extérieurs, de recettes fiscales, de croissance et de pauvreté?
 - Cette note expose les résultats d'une recherche sur les impacts des APE sur les économies de l'AO.

Les Accords UE-WA APE: de quoi s'agit-il?

- L'accord de Cotonou conclu en juin 2000 entre l'UE et le groupe d'États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) a mis fin aux régimes successifs de Lomé et a ouvert la voie au 31 décembre 2007 à un APE conformément aux règles de commerce de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).
- Après plus de 10 ans de négociations difficiles, les deux parties s'accordent en juin 2014 sur un APE avec l'élimination des droits de douane de l'Afrique de l'Ouest pour 75% des lignes tarifaires sur une période de 20 ans.
- Outre la suppression progressive des obstacles au commerce, l'UE et la CEDEAO ont convenu, dans le cadre de l'APE, de concevoir des programmes de développement pour permettre à la région de s'adapter au nouvel environnement commercial créé par la libéralisation du commerce avec l'Europe.
- Un schéma de libéralisation a été défini et a distingué quatre groupes de produits à libéraliser par période

Quelles sont les préoccupations pour l'Afrique de l'Ouest avec les APE?

- Deux entités aux forces inégales

3.1. UE-AO: Deux entités aux forces inégales

Afrique de l'Ouest

- Près de 360 millions d'hts
- Un PIB régional de 564 milliards \$
- 12 pays sur les 16 sont des PMA.
- L'agriculture représente entre 30 et 60% du PIB pour la plupart de ces pays (contre en moyenne 11,4% pour les PED).
- Le commerce intra-régional autour de 15%
- Intégration régionale embryonnaire et des Etats vulnérables.

Union européenne

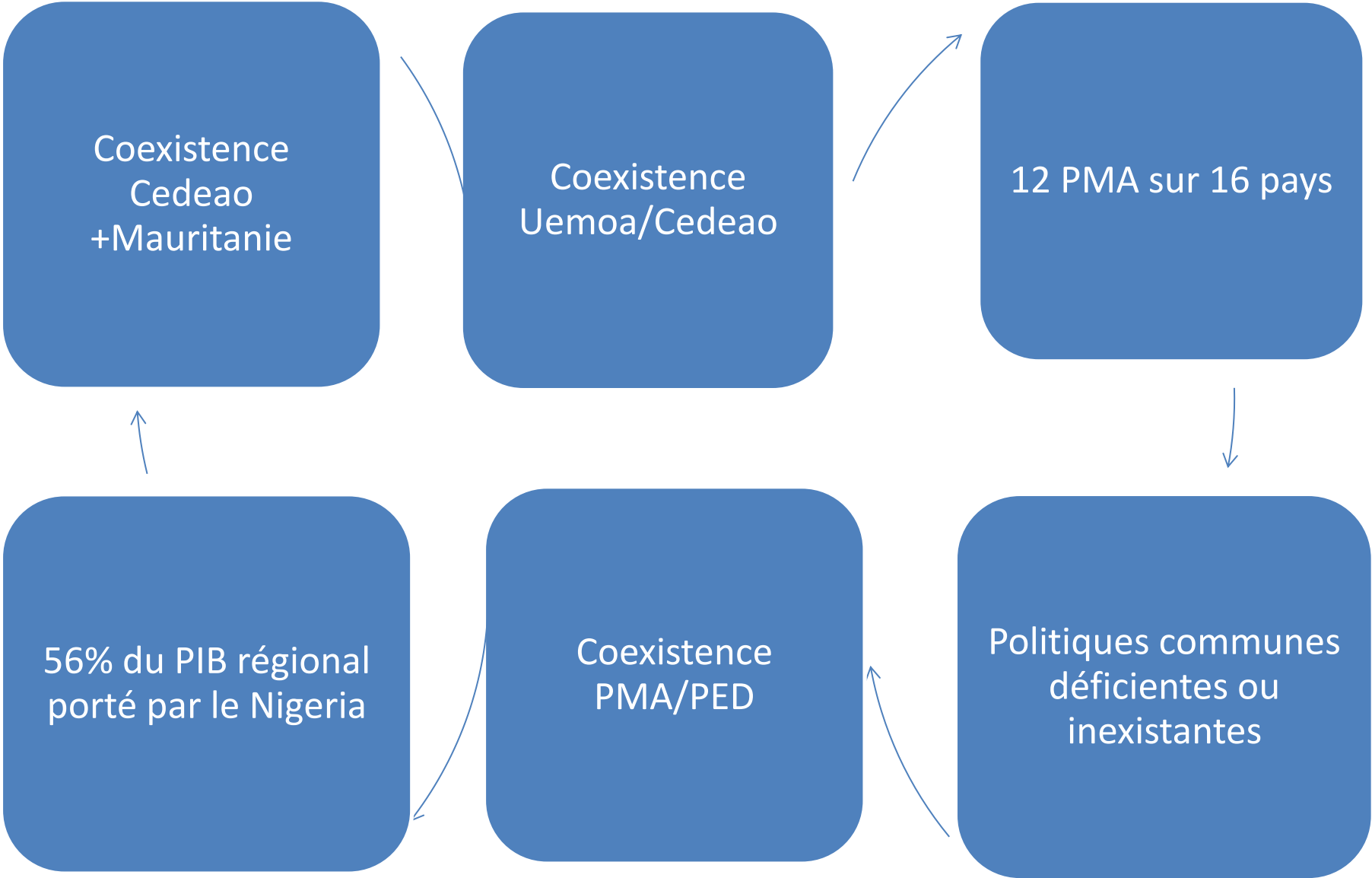
- Un marché fortement intégré de 505 millions de consommateurs riches.
- 15,6% du commerce mondial en 2012
- Part des services dans le PIB: 80% ; 18% pour l'industrie et 2% pour l'agriculture fortement subventionnée.
- Un commerce intra-UE: 65% en 2010.
- Le PIB européen estimé à 16.634 Milliards d'euros en 2012.

Quelles sont les préoccupations pour l'Afrique de l'Ouest avec les APE?

Deux entités aux forces inégales

- L'UE représente 22,8% et 23,5% respectivement des importations et des exportations totales de la CEDEAO
- Les pays de la CEDEAO ne représentent que 0,5% des importations et exportations totales de l'UE
- La concentration des exportations d'Afrique de l'Ouest dans les produits agricoles; la faible diversité de leur production et leur capacité limitée à respecter les normes européennes de qualité en réalité restreignent leur accès au marché européen.

Des contraintes internes



Les Accords UE-WA APE: de quoi s'agit-il?

- L'accord de Cotonou conclu en juin 2000 entre l'UE et le groupe d'États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) a mis fin aux régimes successifs de Lomé et a ouvert la voie au 31 décembre 2007 à un APE conformément aux règles de commerce de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).
- Après plus de 10 ans de négociations difficiles, les deux parties s'accordent en juin 2014 sur un APE avec l'élimination des droits de douane de l'Afrique de l'Ouest pour 75% des lignes tarifaires sur une période de 20 ans.
- Outre la suppression progressive des obstacles au commerce, l'UE et la CEDEAO ont convenu, dans le cadre de l'APE, de concevoir des programmes de développement pour permettre à la région de s'adapter au nouvel environnement commercial créé par la libéralisation du commerce avec l'Europe.
- Un schéma de libéralisation a été défini et a distingué quatre groupes de produits à libéraliser par période

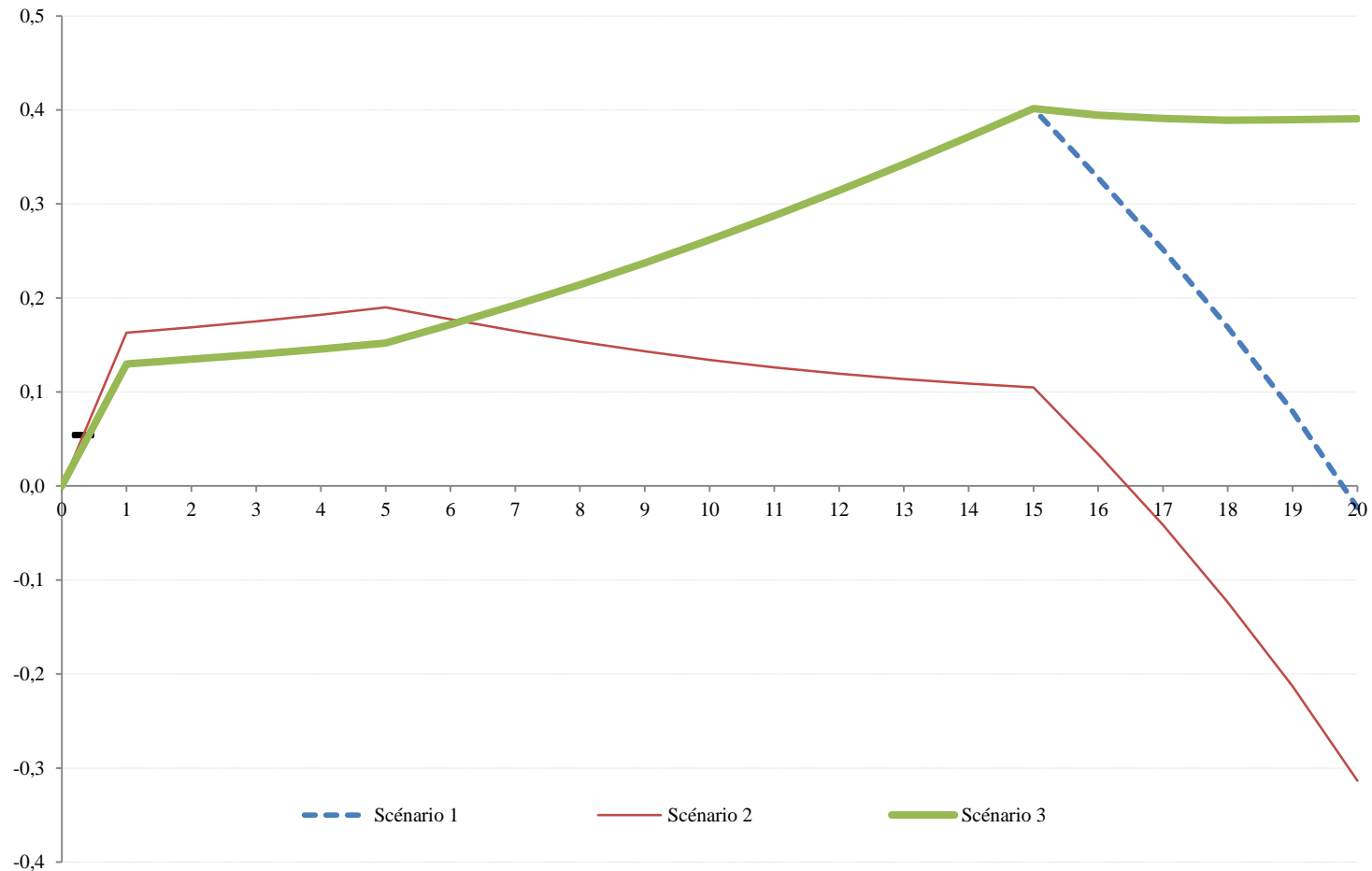
L'accord de libre-échange est-il vraiment avantageux pour les pays d'Afrique de l'Ouest?

Simulation de trois scénarios d'offre d'accès au marché ont été analysés.

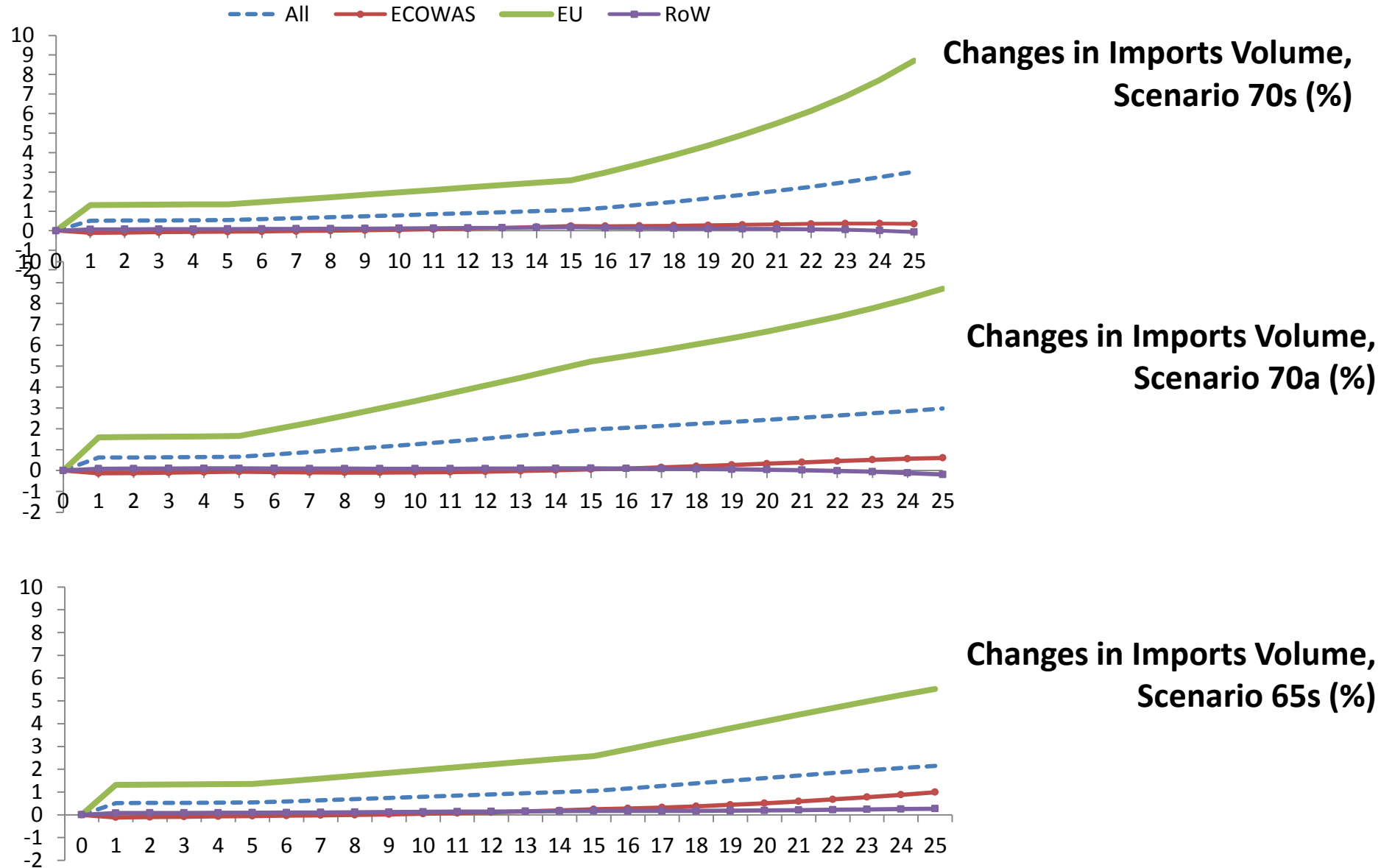
- libéralisation de 75 pour cent des importations en provenance de l'UE sur une période de 20 ans, avec 45 pour cent au cours des 15 premières années (appelé «scénario 75s» ci-après).
- Le deuxième suppose la libéralisation de 75 pour cent des importations sur une période de 20 ans, avec 64 pour cent au cours des 15 premières années (appelé «scénario 75a»).
- La troisième suppose, la libéralisation de 65 pour cent des importations sur une période de 20 ans avec 45 pour cent au cours des 15 premières années (appelé «scénario 65s» ci-après).
- Analyse d'impact sur la croissance, le commerce extérieur, les recettes fiscales et la pauvreté au niveau global et par pays globale et par pays.

Au-delà de 65 (%) au marchés, on a une réduction significative de la croissance est observée à la fin de la période de libéralisation.

Variation du PIB de la CEDEAO par rapport au scénario de référence (%)

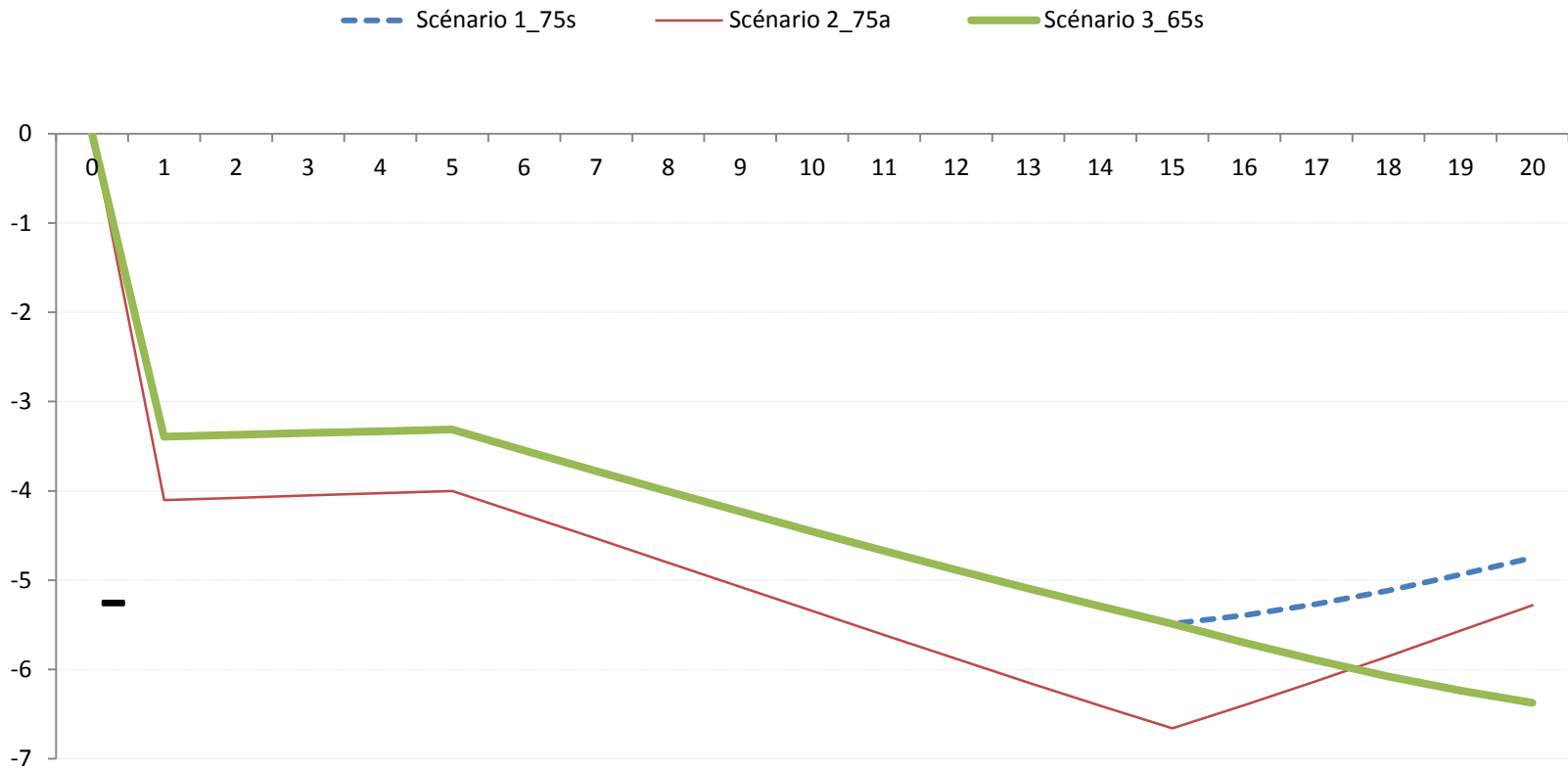


Davantage de commerce avec l'UE au detriment de la CEDEAO et des autres partenaires commerciaux



L'ouverture du marché de l'Afrique de l'Ouest aux produits européens entraîne une perte de revenus douaniers dans le cadre des trois scénarios de libre-échange mais plus au de la de 65 (%).

CEDEAO, variation des revenus douaniers par rapport au scénario de référence (%)



La tendance à la baisse du niveau de pauvreté, au cours des 15 premières années suivant la mise en œuvre de l'ALE, mais hausse à partir des cinq dernières années.

Graphique 3: CEDEAO, changement dans l'incidence de la pauvreté par rapport au scénario de référence (%)



Table 1: Comparaison des variations du PIB des pays, comparaison avec le scénario de référence (%)

Pays	Scénario 75s			Scénario 75a			Scénario 65s		
	années 5	années 15	années 20	années 5	années 15	années 20	années 5	années 15	années 20
Nigeria	0.0	-0.1	-2.8	0.0	-0.8	-3.2	0.0	-0.1	-0.9
Ghana	0.3	1.0	3.2	0.4	2.2	3.5	0.3	1.0	3.1
Cote d'Ivoire	1.2	2.9	8.0	1.6	4.6	8.8	1.2	2.9	7.7
Sénégal	0.1	-0.8	-2.8	0.1	-1.0	-3.6	0.1	-0.8	-2.7
Burkina Faso	0.0	0.0	-0.4	0.0	0.0	-0.3	0.0	0.0	-0.3
Mali	0.0	-0.1	-0.3	0.0	-0.1	-0.4	0.0	-0.1	-0.2
Benin	0.2	0.3	2.1	0.2	0.4	2.1	0.2	0.3	1.7
Guinée	0.0	-0.1	-0.3	0.0	-0.1	-0.5	0.0	-0.1	-0.3
Niger	2.6	10.8	35.8	3.0	13.8	43.5	2.6	10.8	35.3
Togo	0.1	-0.2	-1.0	0.1	-0.2	-1.6	0.1	-0.2	-1.1
Cap-Vert	0.2	-0.2	-0.9	0.2	-0.1	-1.6	0.2	-0.2	-0.9
Guinée-Bissau	0.1	-0.3	-1.1	0.1	-0.3	-1.6	0.1	-0.3	-1.1
Tous les pays concernés	0.2	0.4	-1.0	0.2	0.1	-1.1	0.2	0.4	0.4

-
- Effets positifs: **Cote d'Ivoire, Ghana** et Niger and Benin (with respectively 17.5%, 6.7% and 4.9 % Export Tax receipts in Fiscal Revenues).
- Effets négatifs : **Nigeria** , Senegal (with 0% and **0.3%** Export Tax receipts in Fiscal Revenues) ;Togo, Cape Verde, and Guinea-Bissau.
- Effets neutres (Burkina, Mali, Guinee)

Quelle efficacité des programme d'accompagnement améliorent -ils les impacts

- Nous simulons n avec un programme d'accompagnement.
- Le programme consiste à créer un fonds pour le développement des infrastructures de transport et d'énergie en Afrique de l'Ouest pour soutenir le processus de libéralisation appelé- FODETE-CEDEAO.
- **Sources de financement de FODETE** : Le fonds identifie cinq principales sources financement interne: la taxe sur les exportations agricoles; la taxe sur les exportations de produits d'hydrocarbures; la taxe sur les produits miniers; une taxe communautaire sur les importations hors CEDEAO et; la taxe sur les services de télécommunications.
- **Options de financement du FODETE** : Les ressources du fonds sont réparties entre États selon deux options. La première suppose que chaque pays reçoit une quantité de ressources en proportion de sa capacité à contribuer. Une deuxième option, suppose qu'on mette en commun les ressources collectées et les attribuer sur la base des capacités du membre à créer des infrastructures de transport et de l'énergie.
- **Un APE avec FODETE améliore la croissance et réduit la pauvreté dans la région** particulier avec les options de financement par une taxe communautaire et une l'exportation sur les hydrocarbures avec la mise en commun des ressources.
- Les impacts pays dépendent de la sources de financement

Implications de politiques

Une aide plus appropriée pour l'Afrique de l'Ouest

- Pour optimiser les effets sur l'AO, la Commission européenne devrait aligner l'APE Développement sur les besoins réels de développement des pays d'Afrique de l'Ouest.
 - Dans le cadre du «Programme de développement de l'APE de l'Afrique de l'Ouest» (généralement appelé PAPED) qui est un programme d'accompagnement de l'APE, l'UE «s'engage à fournir des fonds pour couvrir l'impact fiscal».
 - Toutefois: la contribution financière de 6,5 milliards d'euros pour les 5 premières années est bien inférieure aux besoins estimés à 9,5 milliards d'euros par la région de l'Afrique de l'Ouest .
 - En outre, cette contribution n'est pas un nouvel argent, mais consiste principalement en un financement déjà prévu dans le Fonds européen de développement (FED) ou dans les budgets des États membres de l'UE. L'incertitude quant à un financement additionnel adéquat est aggravée par le fait que l'accord de Cotonou, qui est à la base du FED et le financement du PAPED, expirera en 2020.

Implications de politiques

Un accompagnement dans des programmes de développement des infrastructures de transport et d'énergie : les deux goulots d'étranglement de économies de AO

- Des efforts considérables doivent être déployés dans le domaine de l'infrastructure des transports, des télécommunications et de la production d'énergie, qui constituent les deux goulots d'étranglement des secteurs manufacturiers d'Afrique de l'Ouest.
- Sur ce plan, une initiative régionale consistant en la création d'un Fonds de financement de l'infrastructure des transports et de l'énergie est en cours au niveau de la CEDEAO.
- Un tel fonds permettrait de mettre en commun les ressources et d'aider le secteur privé à améliorer sa compétitivité, ce qui stimulerait les performances commerciales ainsi que la croissance et améliorerait les

Implications de politiques

Des marchés régionaux plus intégrés- en Afrique de l'Ouest avec le ETC CEDEAO

- La région de l'Afrique de l'Ouest se compose de pays ayant des niveaux de développement relativement comparables.
- L'intégration régionale est un puissant instrument pour stimuler le commerce entre pays voisins et améliorer les conditions de vie des populations
- Des pays tardent à appliquer le TEC -CEDEAO

Implications de politiques

- ***Des réformes pour améliorer l'environnement des affaires et développer des programmes régionaux***
 - Les pays africains doivent mettre en œuvre des réformes qui améliorent l'environnement des affaires et l'attractivité des investissements.
 - Cela leur permettra d'exploiter les gains potentiels dans l'industrie et l'agriculture, impulser une croissance durable et réduire la pauvreté.

-

Je vous remercie